

COMMUNIQUE



POUR LE PRESIDENT ET LE GOUVERNEMENT, L'URGENCE SOCIALE, C'EST PAS GRAND-CHOSE POUR LE PLUS GRAND NOMBRE ET ENCORE MOINS POUR LES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE

Par la voix d'Olivier Dussopt, le pouvoir exécutif vient de confirmer ce matin que les mesures très insuffisantes et hautement discutables annoncées par Emmanuel Macron, censées répondre à l'urgence sociale, ne s'appliqueraient pas intégralement aux agents de la Fonction publique.

Après le gel interminable de la valeur du point d'indice qui a été réaffirmé ce jour, le rétablissement du jour de carence, la non- compensation intégrale de la CSG, pour n'en rester qu'aux questions touchant au pouvoir d'achat, l'employeur public qu'est le gouvernement s'exonère scandaleusement des mesures qu'il demande de mettre en œuvre aux patrons du secteur privé !

Donc, s'agissant de la prime exceptionnelle, le gouvernement refuse pour les plus de 5 millions d'agents de la Fonction publique ce à quoi il encourage par ailleurs les employeurs du privé !

La coupe est plus que pleine aujourd'hui !

En matière de pouvoir d'achat, l'urgence et la justice sociale, c'est de procéder immédiatement à des augmentations générales assises sur le point d'indice.

Face à l'ultra-libéralisme et au mépris de la majorité actuelle et de ses représentants, face à leur volonté de passer en force, l'heure est plus que jamais à la mobilisation du plus haut niveau possible et inscrite dans la durée.

Dans l'unité la plus large possible et dans les délais les plus brefs, c'est ce pour quoi la CGT va redoubler d'efforts.

Montreuil, le 21 décembre 2018

CGT Fonction Publique

263, Rue de Paris - case 542 - 93514 Montreuil CEDEX

tel : 01 55 82 77 67 (UFSE) - tel : 01 55 82 88 20 (FDSP) - tel : 01 55 82 87 49 (Santé & AS)